

impac

• décembre 2021
CPPAP : 0715 S 07535
Dossier **SPÉCIAL**
supplément au numéro

187b

INTRODUCTION / PAGE 4

Un forum qui nous galvanise

TÉMOIGNAGES / PAGE 8

Vous avez la parole

MÉDIAS / PAGE 12

Le web n'est qu'un support

FORUM 18 novembre 21
DU journalisme

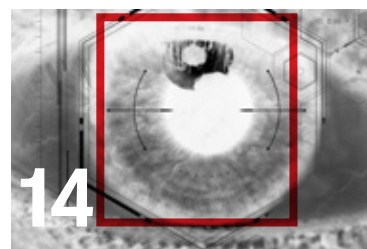
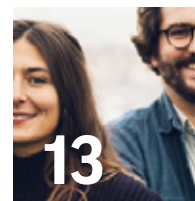
Presse

**DÉFIS SOCIAUX, ÉCONOMIQUES,
TECHNOLOGIQUES...**

**JOURNALISTES,
CITOYENS,
TOUS
ENSEMBLE !**

Le Livre, le Papier et la Communication
filpac cgt
COLLECTIF JOURNALISTES

impac /187b sommaire



FORUM DU journalisme

DOSSIER SPÉCIAL FORUM DU JOURNALISME

Un forum qui nous galvanise page 4

Questions et débats page 5

En coulisses page 6

“Nous ne sommes pas seuls” page 7

Robot rédacteur, une idée à la... page 7

Vous avez la parole pages 8-10

Un métier désenchanté page 11

Le web n'est qu'un support page 12

3 questions à François de Monès, cofondateur de *La Disparition* page 13

Menaces sur l'investigation page 14

Ensemble, défendons la presse page 15

Instantanés de forum... page 16-17



Le Livre, le Papier et la Communication
filpac cgt
COLLECTIF JOURNALISTES



impac n°187b – décembre 2021 – CPPAP 0715 S 07535

Le journal des travailleurs des industries du Livre, du Papier et de la Communication CGT

Directeur de la publication : **Patrick Bauret**

Ont participé à ce numéro : **Jerémie Demay, Anne Duvivier, Pascal Lefèbvre, Pascal Le Boulc'h,**

Coordination : **Pascal Le Boulc'h, Pascal Lefèbvre** / Maquette, direction artistique : **Frédéric Joffre** /

Correction : **Anne Duvivier** / Photos : FILPAC CGT, Stock, D.R. / Illustrations : **Rust** /

filpac cgt : case 426 – 263, rue de Paris – 93154 Montreuil Cedex – filpac@filpac-cgt.fr – www.filpac-cgt.fr –

Tél. : 01 55 82 85 74 / Imprimerie RIVET, 87000 Limoges.



La FILPAC CGT respecte les règles de triage ecocitoyen pour toutes ses publications



Nous sommes la protection sociale des industries du message imprimé et digitalisé



Vous protéger, c'est prévenir,
assurer, accompagner, défendre.

Vous protéger, c'est se mobiliser,
œuvrer chaque jour, au plus près
de vos besoins.

Vous protéger, c'est agir.

Nous agissons avec vous, car face
aux risques, nous sommes plus
forts ensemble.

NOUS CONTACTER

VOUS ÊTES UNE ENTREPRISE

**Pour la gestion de vos contrats Santé,
Prévoyance, Retraite ou toute question :**

☎ 01 40 60 20 00

Contact mail depuis notre page www.lourmel.com
ou via votre espace abonné

**Pour souscrire un nouveau contrat
en Santé, Prévoyance :**

0 809 10 28 08 Service gratuit
à prix appliqué Du lundi au vendredi
de 9h à 18h

✉ contact-entreprises@lourmel.asso.fr

VOUS ÊTES UN PARTICULIER - SALARIÉ OU RETRAITÉ

**Pour la gestion de vos contrats Santé,
Prévoyance, Retraite ou toute question :**

☎ 01 40 60 20 00

Contact mail depuis notre page www.lourmel.com
ou via votre espace abonné

Pour souscrire un nouveau contrat en Santé :

☎ 01 40 60 20 59

✉ contact-entreprises@lourmel.asso.fr

Pour contacter le service Action & Soutien :

☎ 01 40 60 20 00

✉ action-soutien@lourmel.asso.fr

Un forum qui nous galvanise

Depuis la fusion des branches professionnelles et leur extension systématique voulues par l'État, la FILPAC CGT, acteur incontournable dans la filière de la presse, voit son champ d'action s'élargir.

Pour répondre à ces fusions, de branches, de statuts et de métiers ainsi que pour bénéficier d'une vision plus globale sur les attaques patronales sur l'ensemble de la profession, elle a constitué une filière presse. En son sein se trouve rassemblés des collectifs de travail par forme de presse : presse en régions, presse magazine, presse spécialisée ; et depuis peu, le collectif journalistes. Le collectif de journalistes, dont l'idée est née d'une réflexion des rédactions de *La Tribune/Le Progrès* à Lyon et de *l'Est républicain* à Nancy, s'investit pour représenter et défendre les intérêts de tous les salariés, tant dans leur entreprise que dans les négociations de branche. Défendre les salariés sur leurs conditions de travail au quotidien et rester proches de leurs préoccupations sociales est notre cheval de bataille. Forte de ce

constat, l'un des premiers combats de la Filpac concerne les conventions collectives nationales, et notamment celle encadrant les journalistes. Jusqu'à présent, aucune instance paritaire ne se réunit pour aborder les questions sociales liées à cette profession. Résultat, la convention collective ne vit pas. La Filpac milite depuis des années pour la création d'une CPPNI (Commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation) au sein de la convention collective nationale des journalistes.

UNE RÉACTION URGENTE

Depuis l'instauration des lois Travail sous le quinquennat de François Hollande, toutes les conventions collectives, pour prétendre à ce statut, devaient obligatoirement comporter plus de 5 000 salariés dans leur branche et constituer une CPPNI avant le 31 décembre 2018. Cette convention collective est donc aujourd'hui totalement illégitime ! Différentes fusions de branches rendent caduques les négociations qui se sont arrêtées. Les questions des salaires passent à la trappe. Il est urgent de réagir et c'est ce qu'entreprend la Filpac, encouragée par son collectif national fédéral de journalistes. Comment ?

Les journalistes ont un rôle à part dans nos sociétés, mais ce sont des salariés comme les autres. Avec des droits et des besoins sociaux.

En faisant pression sur les éditeurs pour la création, dans les plus brefs délais, de cette CPPNI au sein de la convention collective des journalistes. Les journalistes notamment en région ne peuvent plus être les laissés-pour-compte de grands débats parisiens. Les journalistes ont un rôle à part dans nos sociétés, mais ce sont des salariés comme les autres. Avec des droits et des besoins sociaux. Des salaires convenables et un temps de travail plus encadré ne doivent plus être considérés comme une légende urbaine.

LE RETOUR DE LA DIGNITÉ

Ces préoccupations sont revenues souvent dans les discussions pendant ce premier forum. Aujourd'hui, le journalisme fait toujours rêver et nombreux sont les candidats souhaitant épouser cette profession. Paradoxalement, les journalistes quittent de plus en plus tôt les rédactions. Désenchantés par un métier qui perd son sens sur l'autel de la rentabilité et du cynisme éditorial, les journalistes posent les stylos. La communication remplace la réflexion.

Dans le même temps, les journées s'allongent avec toujours plus de missions. Les journalistes deviennent multitâches alliant le rédactionnel, la photo, la vidéo, la gestion et l'alimentation du site internet... Le terrain et les lecteurs sont abandonnés. Finalement, la démocratie est amputée d'un de ses piliers car sans accès à une information sérieuse et indépendante, les citoyens n'ont plus les clés de compréhension pour décrypter le monde qui les entoure.

Toutes ces problématiques sont ressorties des tables rondes. Mais des notes d'espoir sont également apparues. L'envie d'un métier digne. Le désir de ne plus être seul et de se défendre ensemble. L'ambition de continuer à « planter la plume dans la plaie ». ● JD



Questions et débats...

Au fil de la journée, quantité de questions ont été débattues. Aperçu des expériences, convictions et chantiers principaux évoqués.

LA VOLONTÉ DE SERVIR

Avant tout, bien que les journalistes soient souvent déconsidérés aux yeux de l'opinion, que les statuts indignes, les salaires de misère, la dictature de l'instantanéité et de l'audience, la concentration et les pressions sur les lignes éditoriales plombent le métier, ils sont toujours nombreux à vouloir l'exercer. Ils affrontent des études longues, sélectives, coûteuses, avec un désir qu'ils mettent en avant systématiquement : servir les autres. Et lorsque certains tirent l'échelle au bout de quatre ou cinq ans, ils expliquent le plus souvent que ce n'est pas parce qu'ils étaient mal payés mais parce qu'ils voulaient réaliser des reportages, des enquêtes, alors qu'on les maintenait devant un ordinateur à réécrire une info prémâchée. Ils partent parce que « le métier est vidé de son contenu ». De grands journaux - *Le Monde* ! - n'expérimentent-ils pas déjà des robots rédacteurs !

DES CONDITIONS DE TRAVAIL DÉGRADÉES AU-DELÀ DU SUPPORTABLE

Liste non exhaustive :

Autoentrepreneurs, payés en droits d'auteur, pigistes, intermittents, CDD à répétition, correspondants locaux accomplissant un travail de rédacteur... ils sont parfois astreints aux trois-huit, comme dans l'industrie, travaillent 60 heures par semaine, sans congés payés, maladie ou maternité, ni droit au chômage... et bien sûr sans carte de presse et sans la protection qu'elle confère encore, en particulier sur les terrains de guerre. Il y a urgence à plancher sur ces questions.

L'INFO PAYANTE, ÇA PEUT MARCHER

Quelques médias, papier ou numériques, vivent bien sans investisseurs, sans pub, grâce à leurs lecteurs, fidèles... et généreux. « L'info, ça se paie ! » La confusion vient en partie de ce qu'au début du web, les journaux se contentaient de reproduire gratuitement



| De grands journaux - Le Monde ! - n'expérimentent-ils pas déjà des robots rédacteurs ! |

sur leur site des articles déjà publiés en version papier. Aujourd'hui, on trouve normal de s'échanger des codes d'accès pour lire gratuitement une info de qualité qui demande du temps, de la vérification, du personnel... bref, qui a un coût. L'engagement, ça marche des deux côtés, journalistes et lecteurs... Ce qui est vrai pour un public éduqué l'est aussi pour un lectorat populaire en attente d'une presse de proximité non formatée. Mais les nouvelles générations accepteront-elles de payer l'info ?

LE PAPIER N'EST PAS MORT

Et pourtant... tout est fait pour que ça arrive. En plus de ce qui a déjà été évoqué plus haut, il faut mentionner le problème majeur de la distribution et du désengagement de la poste. Malgré tout, le virus papier est bien vivant, particulièrement pour la presse périodique, magazine, qui joue sur le temps long. On voit des pure players, des radios, lancer leur revue papier,

mais aussi des associations etc. Et le phénomène n'a rien d'anecdotique.

L'INVESTIGATION, AU CŒUR DU MÉTIER, LE RESTE N'EST QUE « DIVERTISSEMENT »

« L'investigation, l'enquête, c'est notre ADN. » Certes, mais ADN en piteux état, avec pressions, procès, menaces, agressions... et désormais les conséquences de la concentration des médias entre les mains des oligarques. « Celui qui paie dit ce qu'il faut écrire » et dans la foulée ce qu'il faut taire. Certains médias publient donc des révélations capitales, mais l'info n'est reprise par aucun confrère et tombe directement dans un trou noir, au désespoir de ceux qui risquent tout pour la divulguer.

ET NOS SYNDICATS DANS TOUT ÇA ?

Outre le travail engagé pour élaborer une convention collective du XXI^e siècle avec laquelle négocier des conditions de travail dignes et tisser de solides solidarités entre gens de presse, afin d'unir leurs forces, les syndicats peuvent jouer le rôle de lanceurs d'alerte, en communiquant davantage aux journalistes les informations dont ils ont connaissance, et en renforçant les partenariats à tous les niveaux. La boîte à idées est ouverte ! ● AD

En coulisses

Enfin, s'asseoir autour d'une même table... Après des semaines de visioconférence, et de discussions WhatsApp, plaisir de se voir dans la vraie vie, sans fonds d'écran exotiques, aquarium tropical ou vaisseau spatial. Venus d'un peu partout de province, les militants du collectif règlent, avec un brin de trac, les derniers détails du forum. L'heure tourne et quelqu'un cherche notre jeune webmaster : « *Il est où, Bastien ?* »

Bastien est encore en train de préparer la salle qui ne s'est libérée que tardivement. La soirée s'étire, à coups de conversations feutrées et de bouteilles d'eau minérale, comme personne n'en doute.

Le lendemain, le jour ne s'est pas encore levé, mais les mêmes sont déjà sur le théâtre des opérations, reliés à la cafetière comme des plongeurs à leur oxygène. Le plateau en scotch plus d'un sur place. Spots, grand écran qui retransmet les images en direct, connexion avec les personnes en visio, fond musical... Les connaisseurs apprécient : « *Même à FR3, on n'a pas un matos d'une telle qualité !* »

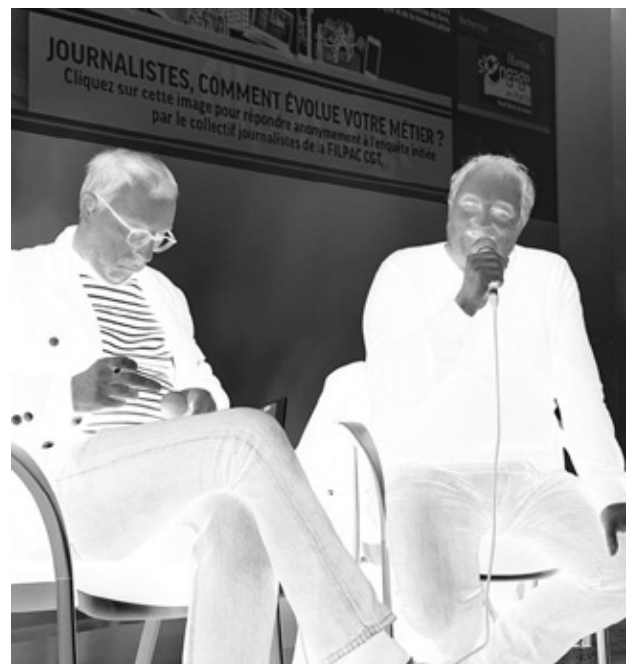
Derrière son ordinateur siglé Studio FILPAC, Bastien est aux commandes.

La salle se remplit, les cafetières se vident, les tables rondes s'enchaînent, les horaires, ô miracle, sont respectés ; à la pause des contacts se nouent, des projets s'échafaudent, l'équipe d'organisation respire. En début d'après-midi, un étudiant, se faufile, un peu intimidé mais déterminé. Il cherche un journal pour sa formation en alternance et il est venu avec sa pile de CV. Voilà un garçon bien informé, bien inspiré, avec ce qu'il faut d'audace pour laisser penser qu'il doit avoir quelques aptitudes pour le métier. Coudes sur les genoux et menton dans les mains, il ne perd pas une miette de ce que raconte Denis Robert sur l'exercice de l'investigation.

Le temps a coulé sans qu'on ne s'en aperçoive. Intervenants et participants se dispersent, tirant leur bagage à roulettes, il y a des trains à ne pas rater.

| Pour le collectif, gonflé à bloc et dans les starting-blocks pour recommencer, le prochain rendez-vous en visio est fixé (...) |

Bastien pianote toujours sur son clavier. On s'enquiert avec compassion : « *Tu vas peut-être aller déjeuner maintenant !* » Il rit : « *Oui, mais quand j'aurai rangé tout ça* », embrassant du regard le précieux matériel et l'amas de câbles enchevêtrés. Pour le collectif, gonflé à bloc et dans les starting-blocks pour recommencer, le prochain rendez-vous en visio est fixé, mais le fil WhatsApp a déjà repris du service. De l'avis de tous, c'était... une sacrée bonne journée. ● AD



“Nous ne sommes pas seuls”

Plus habituée au clavier et au carnet de notes pour son journal du Pays d'Auge à Honfleur, Delphine Revol a réussi à surmonter son trac pour animer les premières tables rondes. « *C'est une première expérience* » explique-t-elle. Gérer le temps, les invités, et faire en sorte que les discussions restent fluides n'est pas une mince affaire. « *J'ai essayé d'être détendue. Une fois commencé, je ne me suis pas posé de question. C'est du stress positif.* » Une première qui ravive un désir : « *j'ai toujours voulu faire de la radio.* ». Une certitude est née aussi : « *Nous ne sommes pas seuls. Ça fait chaud au cœur.* »

EN QUÊTE DE SENS

Le menu était copieux, « *chaque thème méritait au moins une demi-journée ! Les intervenants et les contenus étaient de très bonne qualité* ». La contrainte de temps a été réelle toute la journée, mais quand Delphine est passée du côté public pour la troisième table ronde sur l'investigation, son enthousiasme n'est pas redescendu. Bien au contraire. « *J'ai adoré. Tous les intervenants ont apporté des infos et des éclairages.* » Mener et publier des enquêtes est toujours une satisfaction. Mais en presse locale, cela demande parfois un sens particulier de l'équilibre pour ne pas confondre vie privée et publique. Il n'est pas rare de mettre en cause une personne, et de la croiser le week-end pendant une sortie familiale. Toutefois, la réelle difficulté reste la gestion du temps. « *Je fais de moins en moins d'enquête car j'ai toujours plus de travail* », regrette Delphine. Asphyxier l'agenda pour réduire la curiosité est une technique répandue. Mais attention, Delphine revient gonflée à bloc, prête à dégainer sa plume. ● JD

| Asphyxier l'agenda pour réduire la curiosité est une technique répandue. Mais attention, Delphine revient gonflée à bloc, prête à dégainer sa plume. |



Robot rédacteur, une idée à la...



Le Robot-Rédacteur, un assistant hyper performant !

ROBOT JOURNALISTE

Robotisation pour la rédaction de textes, articles, fiches, de rapports et de reportings.

Le robot aspirateur qui se faufile sous le canapé, en flanquant la peur de sa vie au chat... on en avait déjà entendu parler. Mais le robot rédacteur, évoqué lors de notre forum, c'est une surprise pour beaucoup, surtout quand on apprend quel journal de référence n'a pas honte d'y recourir : « *Au mois de mars 2015 que (Sic.) le journal Le Monde a inauguré l'usage de génération automatique de texte (GAT). Pour couvrir les résultats des élections départementales de 30 000 communes. L'intérêt ? Dégager du temps pour les journalistes afin qu'ils puissent se concentrer sur le reportage et l'enquête* » peut-on lire sur un site web consacré à l'écriture... web... avec le style qu'on remarque. « *Angle, tonalité, style d'écriture et même niveau d'humour, voilà quelques paramètres qui permettent de personnaliser la GAT, poursuit ce rédacteur, vraisemblablement déjà bien robotisé lui-même. Une fois ces critères réglés, il ne reste « plus qu'à » entrer des données de qualité, et le robot rédacteur se charge de générer du texte à votre place. Par ailleurs, une étude menée par Taylor&Francis démontre que globalement, les lecteurs humains ne font aucune différence entre un texte généré automatiquement et un texte composé par l'homme. Apparemment, même, les textes automatiques présenteraient davantage de cohérence et objectivité, notamment... »*

Elle n'est pas belle la vie ? Objectivement... le robot pétri d'humour et de cohérence n'exprime ni critique, ni émotion, ni conscience, ni surtout pleurnicherie sur ses conditions de travail ou son salaire. Cette idée est tout simplement obscène. Qu'on pense, ne serait-ce qu'aux journaux résistants, *L'Huma* et *Témoignage Chrétien* imprimés clandestinement sur les mêmes presses et diffusés au péril de leur vie par les mêmes héros discrets...

Le robot rédacteur doit être paramétré pour être poli ? Alors, ne craignons pas d'écrire que nous emmerdons le robot rédacteur, ainsi que tous ses utilisateurs. ● AD

Vous avez la parole

Ce qui a bien fonctionné, ce qu'on ne referait pas comme ça, ce qu'on a oublié ou qu'on n'a pas eu le temps d'aborder... Ce dont vous avez envie de témoigner aussi, car ce qui frappe dans vos propos, c'est avant tout la souffrance au travail qu'ils expriment. Réactions de participants, au micro et dans la salle.

Clément Goutelle, journaliste indépendant

« Créateur de contenu ? Pourquoi la direction n'emploie plus le terme de journaliste ? »

« La journée fut riche et passionnante. La question des statuts largement étayée mérite d'être poursuivie l'année prochaine, selon moi. Car un terme est revenu de manière récurrente : celui de créateur de contenu. En PQR, la direction n'utilise plus que ce terme pour évoquer le travail journalistique auprès de ses équipes. Certains confrères l'ont repris durant cette journée. Preuve que ce terme est déjà bien ancré et que la machine est en marche. Mais qu'est-ce qu'un créateur de contenu ? Pourquoi la direction n'emploie plus le terme de journaliste ? Cela risque-t-il de remettre en cause le statut de journaliste ? Ce sont des questions qui m'interpellent. Pour l'avenir du papier, je pense qu'en 2022 il restera fort à dire à ce propos. Je pense que numérique et papier peuvent être complémentaires et que le papier a une belle carte à jouer. C'est un art de lire. Le papier a des atouts, faut-il encore les exploiter. En tout cas, nous y croyons puisque nous lançons *L'Omerta*, un journal bimestriel. Avec le projet de tirer à 35 000 exemplaires, un 12 pages en format Broadsheet (*Le Canard enchaîné*) nous souhaitons nous inviter en kiosques. Durant l'après-midi, ce fut un honneur de pouvoir débattre aux côtés de notre confrère Denis Robert. Lui, comme d'autres a mis en avant le fait que l'investigation n'amène pas toujours de suite. C'était notre intuition et c'est justement notre ambition avec *L'Omerta* : suivre les sujets et ne rien lâcher. Assis à cette table ronde, tous les journalistes étaient indépendants ou entrepreneurs (Rue89Strasbourg). L'investigation prend du temps, ceci explique certainement cela. Car laisser du temps aux journalistes n'est pas dans les priorités des rédactions actuelles, notamment dans la PQR et PHR. »

Karine Ollivier, secrétaire de rédaction, Ouest-France, Saint-Brieuc
« C'est quoi être secrétaire de rédaction en cette fin 2021 ? »

« Sur mon contrat, je suis journaliste bimédia (web et print), au poste de secrétaire de rédaction. Je suis juste entre les correspondants ou journalistes locaux et mon chef d'édition. Il y a une notion de travail en conscience dans cette fonction. Rappelée de la hiérarchie vers la base, mais rarement

jamais comptabilisé ou admis par la rédaction en chef, quand on parle de charge de travail. Soixante articles par jour, ça devient du travail à la chaîne certains jours. Au fil des années nous nous sommes adaptés au rythme, qui augmente au fur et à mesure que la journée avance vers la nuit. Au passage, notre statut de travailleurs de nuit n'est pas reconnu par l'État, en termes de pénibilité. Au fur et à mesure que nos âges augmentent, que notre vue baisse, de nouveaux logiciels à ingérer. Admettons. Il y a dix ans, nous faisons des publications internet, comme notre fonction bimédia l'exigeait, quelques têtes de page, quatre à cinq articles par jour. Par la suite, notre direction, notre rédaction en chef, ont commencé à



entendue de la base vers la hiérarchie. Nous sommes censés gérer quatre pages par jour, en moyenne. Si ça « dépasse », les réponses sont toutes faites : « Oui mais il y a de la pub », « oui mais il y a une page remontée d'un autre département », « oui mais il y a un malade », « oui mais c'est dimanche et vous êtes moins nombreux, sinon il faudrait travailler davantage de dimanches ». Téléphone avec les correspondants pas toujours contents, avec les locaux. Trois réunions d'équipe par Teams dans l'après-midi et surtout, un nombre d'articles à relire et à écrire qui n'est

« Par la suite, notre direction, notre rédaction en chef, ont commencé à nous parler en anglais : « Web first ». »

nous parler en anglais : « Web first ». Internet avant tout, mais on garde la charge de travail « print » et on empile les charges de travail, les logiciels et la charge mentale. Arrive Eidos, le logiciel parfait pour gérer tous les supports, on commence les copies-canal à tout va. Chaque SR nourrit la page internet,

pardon « la home » à longueur de travail. Et maintenant, il faut ajouter des hyperliens, ajouter des données pour améliorer le référencement. Ça ne suffisait pas, depuis quelques mois les correspondants ont été équipés d'une application similaire à la nôtre, le SR doit vérifier si l'article envoyé « mérite » d'être sur internet, ajouter tous les hyperliens qui manquent systématiquement, remettre les légendes au bon endroit, préciser des dates, écrire des messages « push » et, raccourcir drastiquement les articles pour qu'ils passent dans « le print ». Pas de souci, notre travail qui commençait à ressembler à de l'abattage, nous laissait le temps de faire notre pause repas au bout de six heures de travail consécutif. On a arrêté de manger, pas grave, si on peut espérer rentrer un peu plus tôt, on mange à 23 heures ou minuit, et alors ? Certains de nos CDD ont même plus d'une demi-heure de route, voire une heure pour rentrer chez eux. Certains titulaires aussi. On commence à avoir peur qu'ils se plantent sur la route. Les collègues sont heureux de faire valoir leurs droits à la retraite. Beaucoup comptent les années qu'il va falloir assurer dans ce contexte, avec ces rythmes de travail. Le soir, nous sommes rincés. Le week-end, quand on a que le samedi pour récupérer, c'est devenu bien trop court. Et là, bonne année 2022 ! Au vu des plannings que nous n'avons que pour les premiers mois de l'année, pour l'heure, tous les SR de tous les départements découvrent que les « tournes » de week-end s'aggravent tranquillement. Les SR sont-ils encore considérés comme des

journalistes ? Quel temps leur laisse-t-on pour faire du journalisme ? Ils sont éditeurs, ils sont contraints par des logiciels pensés pour des supports mais pas pour l'humain, avec une ergonomie visuelle catastrophique. Par ailleurs, les SR perdent du temps sur leur vie familiale, sociale, culturelle. Qu'importe, « on teste. Il nous faut encore du recul. On verra au fil de l'eau ». Les journalistes qui nourrissent le papier et internet servent de test humain depuis des années. Et alors ?

Christelle Chosset, Journaliste, l'Est Républicain
« La frontière entre la communication et le journalisme se rétrécit comme peau de chagrin »

« Ce forum a permis de mettre en lumière la plupart des choses que nous constatons au sein de nos deux entreprises. Notre direction a de plus en plus souvent recours aux CDD, certains étant parfois plus âgés que les journalistes en CDI. Ces CDD structurés durent plusieurs années avant régularisation ou non en CDI. Fatigués, épuisés, sans perspective, certains quittent le journal pour tenter de trouver mieux ailleurs. Tous ces changements ont un impact sur les salariés qui restent. Les rédactions se retrouvent désorganisées du jour au lendemain et la charge de travail ne cesse de croître pour ceux qui restent. L'arrivée du numérique et le passage en Digital First depuis bientôt trois ans au sein de nos titres a considérablement modifié notre façon de travailler. Les tâches se sont multipliées, ce qui ne

laisse plus le temps ni au SR, ni au JR de faire correctement leur travail. Le journaliste de terrain passe plus de temps à remplir des cases pour le web qu'à rencontrer des gens, il devient de plus en plus un journaliste « assis ». Le métier se vide petit à petit de son contenu et de ce qui en fait son essence même. La direction montre clairement sa priorité pour le web. Nous subissons depuis quelques semaines une baisse de pagination quotidienne (- 4 pages) justifiée par la hausse du prix et la pénurie de papier. Mais la direction a laissé entendre que cette situation pourrait perdurer jusqu'à fin 2022. Et comme chez nous du provisoire est parfois définitif... Le web représente toujours moins de 10 % du CA.

« Il est difficile ensuite de critiquer un maire ou une collectivité quand un trophée lui a été remis par le journal (...). Cela discrédite la profession. Comment faire ensuite de l'investigation ? »

La frontière entre la communication et le journalisme se rétrécit comme peau de chagrin de par la volonté de la direction. Cette dernière multiplie les opérations de type « Lauriers des Collectivités », « Trophées de l'Agriculture ». Elle entretient le flou entre les deux métiers. Elle demande à des journalistes d'écrire pour ces suppléments et de faire des articles le soir de ces cérémonies. Cela prend un temps considérable dans les rédactions, certains journalistes refusent de participer à ces manifestations mises en place par une société indépendante (Ebra Events). Il est difficile ensuite de critiquer un maire ou une collectivité quand un trophée lui a été remis par le journal, car les gens ne font pas de différence. Cela discrédite la profession. Comment faire ensuite de l'investigation ?

Myriam Guillemin, secrétaire de rédaction, Ouest-France, Rennes
« Trois clics et puis s'en va »

« Ce premier forum du journalisme a été pour moi une découverte, notamment lors de la première table



ronde. Découverte de l'étendue de la précarité dans le journalisme. Le témoignage de Romane* à ce titre est éloquent. À son écoute, je ne peux m'empêcher de penser que je fais partie des « privilégiés » puisque je suis salariée, avec des revenus réguliers. Néanmoins, la précarité se niche partout et se répand à grande vitesse et sournoisement. Comme dans tous les secteurs économiques, c'est le profit à tout prix, la recherche du moindre coût. Une entreprise ne souhaite plus rémunérer le travail, mais ses actionnaires.

La mienne ne fait pas exception même si, notre direction à Ouest-France, assure que « non, ici pas de dividendes, croix de bois croix de fer, c'est une association à but non lucratif ». Sans qu'on y prenne

« On s'aperçoit que la finalité est toujours : la suppression de postes. »

garde, à coup de « mini » réorganisations distillées au fil des mois, des années, des plans imaginés de longue date (on finit par s'en douter), on s'aperçoit que la finalité est toujours : la suppression de postes. Nous ne sommes plus que des chiffres, des moitiés d'êtres humains voire des 0,3 ou des 1,7... Mais au bout du compte, c'est toujours la même histoire : faire plus avec moins.

On nous dit : « C'est pas long, ça ne prend que quelques minutes, trois clics et puis s'en va... »

S'ensuit inexorablement une vie « dégradée ». Davantage de dimanches à travailler, une amplitude horaire qui s'élargit. Et la santé mentale, physique, en prend un coup. Un seul exemple : la vision. Un jeune collègue Web a choisi de protéger ses yeux en mettant des lunettes qui filtrent la lumière bleue, faisant cette réflexion : « Comme je sais que j'en ai pour des années sur l'écran, autant me protéger dès maintenant. » Il est censé travailler de 8 h 30 à 18 h 30, avec deux heures de repos qu'il ne prend pas, je me suis informée là-dessus. Et il finit rarement à 18 h 30. Mais c'est pas grave « c'est un travail passion » n'est-ce pas ? Et on se rend compte que tous ces jeunes ont cette vision de leur métier de journaliste : la passion. Comme c'est de la passion on ne compte pas les heures de travail.

C'est comme si le patron nous faisait une fleur. Il nous « offre » un travail « amusant », « passionnant ». La



définition de passion : un état affectif assez puissant pour dominer la vie mentale. Tout est dit non ?

Je pourrais poursuivre en disant aussi que la lutte semble difficile à mener. Il est loin le temps où l'on pouvait se rendre « physiquement » à la direction du travail pour faire valoir ses droits. Effectivement, il faudrait vraiment s'attaquer à cette convention collective des journalistes. Et faire de la FILPAC CGT un référent au même titre que le SNJ car je vois bien, ici à Ouest-France, que c'est vers ce syndicat que les jeunes se tournent.

* Romane, sous statut d'autoentrepreneur et travaillant à domicile, est intervenue en visioconférence lors du forum.

Charles-Édouard Chambon, journaliste, Le Progrès

Je tiens tout d'abord à souligner la très bonne qualité globale de l'organisation : le lieu était parfait, bien agencé et bien équipé, la diffusion sur les réseaux était bonne et, enfin, avoir proposé un buffet le midi était une excellente chose, surtout avec des tables en petits comités qui favorisaient les échanges.

Je tiens aussi à féliciter la très bonne qualité de l'animation : l'introduction était courte, mais suffisante, les questions et les transitions pertinentes. Surtout, le contenu des tables rondes a permis de dresser un portrait de la réalité de la presse aujourd'hui. J'ai beaucoup apprécié les interventions de Jean-Marie Charon, de Patrick Malleval, de Caroline Constant, de la journaliste de *Siné Mensuel*, du témoignage de la première table ronde et l'ensemble de la dernière table ronde.

J'ai aussi trouvé très intéressants d'avoir invité des personnes qui proposent des fonctionnements alternatifs, comme François de Monès ou celui qui était responsable d'un groupement d'employeurs dans la première table ronde. Bref, à mon sens, le profil des intervenants était varié. On peut toutefois regretter l'absence d'une ou d'un correspondant local de presse, d'une personne du monde la PHR (exception faite de Delphine Revol à l'animation) et de journaliste de presse mag. En particulier une ou un ancien de chez Reworld.

Si les thèmes me semblaient vastes, chacun d'entre eux mérite d'être celui d'un forum, ils couvraient un vaste pan du monde de la presse.

Pour un premier forum, il est bien d'avoir traité la question de façon globale. Toutefois, les futurs éditions mériteraient, à mon sens, d'avoir des thèmes plus précis, mais plus développés.

Enfin, j'ai grandement apprécié la conclusion de Pascal Lefebvre. Cela fait très longtemps que je n'avais pas vu une conclusion aussi pertinente et engagée. En quelques minutes, il a parfaitement retranscrit l'intégralité de la journée. ● Propos recueillis par AD



Un métier désenchanté

La profession de journaliste vit avec des paradoxes. Elle continue de faire rêver, malgré le regard très critique des citoyens. Elle attire toujours autant, mais les carrières sont de plus en plus courtes. Perte de sens et précarisation deviennent synonymes de journalisme.

Didier Guyot (3e consultants) et Patrick Malleval (Secafi) mènent régulièrement des audits dans les entreprises de presse, principalement en presse régionale. Pour eux, ce désenchantement résulte d'une érosion subtile du métier de journaliste. Ce qui semblait un détail sémantique devient un chamboulement professionnel. La production de contenus remplace les articles de fond. « Cette notion n'est pas neutre, pour Patrick Malleval, cela signifie un déplacement de valeurs du métier. Cela risque de produire une relégation de la rédaction au niveau du service marketing ». Cette analyse est partagée par Didier Guyot. Pour lui, les dirigeants entretiennent un « floutage de la frontière avec le publiereportage, celui-ci étant « plus juteux » ».

La communication prend ses marques

Les journaux ne sont plus seulement des titres de presse, mais deviennent des marques à part entière. Résultat : sur un territoire où leur notoriété est réelle, la PQR comme la PHR multiplient les partenariats, à grand renfort de cahiers spéciaux et/ou articles dédiés. L'objectif reste de maquiller la publicité sous forme d'articles de presse, avec le sérieux et l'honnêteté dont ils donnent l'image. Très peu de titres locaux échappent à cette mode qui s'installe durablement dans les rédactions. Dans le même temps, les parts de vente de publicité s'amenuisent. « Il y a vingt ans, se souvient Patrick Malleval, la publicité représentait la moitié du chiffre d'affaires. Aujourd'hui, cela tourne entre 15 et 25 % ». Cette donnée ne prend cependant pas en compte la vente de ces partenariats. Avec les sites internet des journaux, ils explosent. Il n'est pas rare de pouvoir télécharger l'intégralité d'un numéro gratuitement depuis le site, avec à l'intérieur, le cahier spécial d'un annonceur, qu'il soit salon de l'habitat, ou remise des trophées des meilleurs artisans. Tout le monde semble gagnant dans cette histoire. L'annonceur voit sa communication démultipliée. Le

journal génère, non seulement plus de clics et de téléchargements, mais il peut aussi valoriser la vente des autres espaces de pub par cette visibilité supplémentaire. En revanche, l'intérêt réel de l'information et la mission des journalistes sont mis de côté.

Copier-coller

Cette volonté de privilégier la communication face à l'information se traduit également par le syndrome du « mouton ». Les contenus des journaux se ressemblent beaucoup. En cause : la recherche d'économies. Il y a trente ans, il n'était pas rare qu'un titre local possède son correspondant à Paris pour suivre les affaires nationales. Quand le mur de Berlin est tombé, de nombreuses rédactions locales avaient dépêché leurs correspondants spéciaux sur place. Un luxe aujourd'hui remplacé par la reprise d'une dépêche AFP ou toute autre agence. Une économie d'argent et de temps. L'article est mis en page ou en ligne après quelques copier-coller bien sentis. L'information s'uniformise en devenant aseptisée, évitant les vagues. « La substitution, plus ou moins prononcée, d'un travail d'investigation par un travail de consommation/reproduction d'articles et notes d'agence (AFP, Reuters...) sous pression de la recherche d'économies » devient la norme, selon Didier Guyot. Ces pertes de sens du travail de journaliste expliquent, en partie, le désenchantement professionnel.

Le soleil brille

Comme pour enfoncer le clou, ou plus exactement la tête sous l'eau de ceux qui rêvent encore d'un journalisme vital pour la démocratie, cette perte de sens s'accompagne d'une précarisation galopante. Pour Patrick Malleval, c'est « une double peine ». La polyvalence demandée par le bimédia a été vendue sous couvert d'une réduction de la masse de travail, notamment sur la mise en page. « Dans le même temps, la baisse d'effectifs a conduit à l'inverse » déplore l'expert. La tête dans le guidon en permanence permet d'éviter de réfléchir. « Les journalistes ne font plus le journal, mais ils font ce qu'on leur demande de faire. Jusqu'où ce phénomène ira-t-il ? Je n'en sais rien. Mais c'est un vrai motif d'inquiétude. En tout cas, je ne suis pas sûr que cela prenne un bon chemin » remarque Patrick Malleval. Didier Guyot, pour sa part, estime qu'il « n'existe pas de stratégie réfléchie et/ou planifiée de précarisation, sauf cas extrême où l'actionnaire change de modèle et à besoin de faire « craquer » le collectif de travail ». George Orwell en 1944, dans l'hebdomadaire *la Tribune*, apportait un autre éclairage. La presse « est aux mains d'une poignée de gros capitalistes qui ont intérêt au maintien du capitalisme et qui tentent donc d'empêcher les gens d'apprendre à penser ». Pour accompagner cette tendance, les communicants « ont donc tout intérêt à maintenir un état d'esprit, « le soleil brille », qui incitera les gens à dépenser de l'argent. L'optimisme est excellent pour le commerce, et davantage de commerce signifie davantage de publicité. » Toute ressemblance avec la réalité n'est, malheureusement, pas fortuite. ● JD



Le web n'est qu'un support

Et si la simplicité dans l'approche d'internet permettait de trouver des solutions ? C'est en tout cas le pari de Caroline Constant, cheffe de la rubrique médias à *L'Humanité*.

Pendant le premier confinement, le réseau de distribution Prestalis était mal en point. Caroline Constant suit ce dossier depuis plusieurs années et connaît bien les différents interlocuteurs : « *J'ai fait des papiers de fond* » explique la cheffe de la rubrique médias à *L'Humanité*. *Un collègue couvrait les manifs pour le site. C'était complémentaire, formidable !* » Pour elle, pas de doute, le web est un plus : « *Ce support est un nouveau terrain de jeu.* » C'est vrai qu'internet n'est qu'un support, permettant de multiplier les initiatives, tant éditoriales que techniques. Le problème n'est pas le site web, mais bien les moyens mis à disposition par les patrons de presse pour l'alimenter. Caroline enfonce le clou : « *Il faut embaucher des journalistes. Des rédacteurs, des secrétaires de rédaction, des correcteurs ! Il faut le faire, car l'information c'est du temps !* »

L'erreur de la gratuité

Pour le web, comme le papier, ou encore l'audiovisuel, sortir une information sérieuse demande un travail de terrain, des vérifications, des connaissances... Mais, pour cela il faut aussi des moyens financiers. Là encore, pour Caroline, le problème est pris à l'envers. Avec des

articles sérieux et des vidéos de qualité, la presse gagnerait en crédibilité et donc en lecteurs : « *Il existe un public pour tout. Les plus jeunes préféreront peut-être une vidéo à un long article. Mais il faut aussi pouvoir atteindre ce public.* » *L'Humanité* a été précurseur sur internet « *notamment pour y mettre nos archives* » précise Caroline Constant. *L'Humanité*, comme de nombreux titres de presse, a commis une erreur à l'époque des premiers soubresauts d'internet. Tout était gratuit ! Depuis quelque temps, le rétropédalage est enclenché : « *Il est normal de payer une information. Il faut rémunérer les salariés.* » *L'Humanité*, encore placée sous le contrôle du tribunal de commerce, n'a pas une grande marge de manœuvre. Charge

“(...)*L'instabilité du journaliste donne des papiers moins intéressants.*”

aux journalistes de se démultiplier. « *Nous n'avons pas de rédaction web dédiée à proprement parler* » explique Caroline. Heureusement, la situation à *L'Humanité* n'a rien à voir avec le quotidien de certains journalistes, notamment de PQR, qui doivent jongler entre les photos, les vidéos, la mise en

ligne, puis la mise en page... et quand ils ont cinq minutes, peuvent s'occuper du référencement pour que Google mette bien en avant leur entreprise.

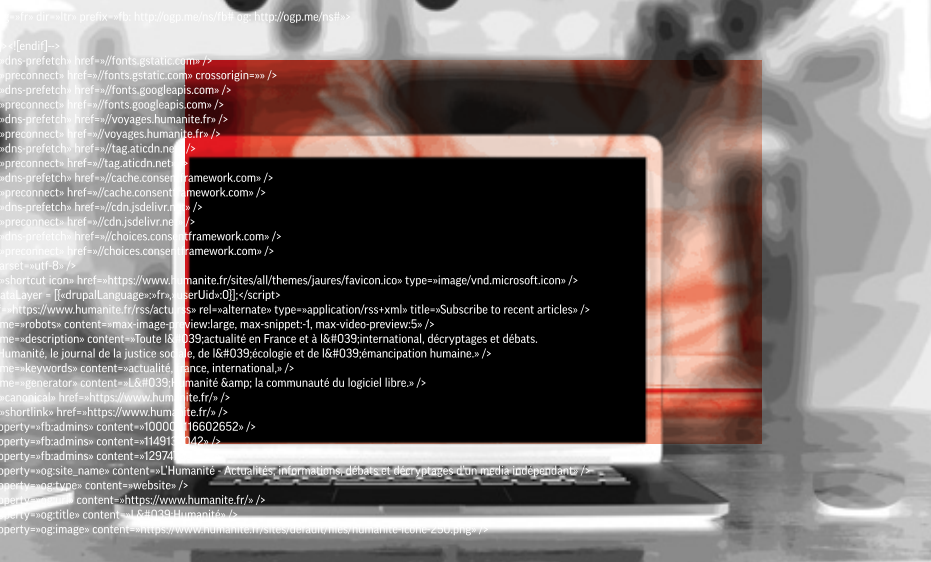
Un constat qui a agacé la journaliste, pendant le forum de la FILPAC : « *On leur demande tout et n'importe quoi ! L'instabilité du journaliste donne des papiers moins intéressants.* » Elle poursuit : « *La question n'est pas d'avoir un outil supplémentaire, mais de savoir comment on l'habille.* » De son côté, elle déborde d'idées et d'envies, « *J'aimerais bien passer derrière la caméra ou faire une formation de radio pour mettre en ligne des podcasts* », mais le temps lui manque.

La qualité avant tout

Pour l'instant, elle se concentre principalement sur le papier, en prêtant quelquefois sa plume au web. Elle-même est abonnée aux *Jours* et au site d'Arrêt sur image. Ces deux sites internet sortent des standards avec de très longs articles en épisodes, et de longues vidéos. Une preuve supplémentaire que l'information sur le web se construit. Les règles voulant absolument que les vidéos et les textes soient courts ne sont pas universelles. Les lecteurs, quelle que soit leur génération, cherchent avant tout une information de qualité. ● JD

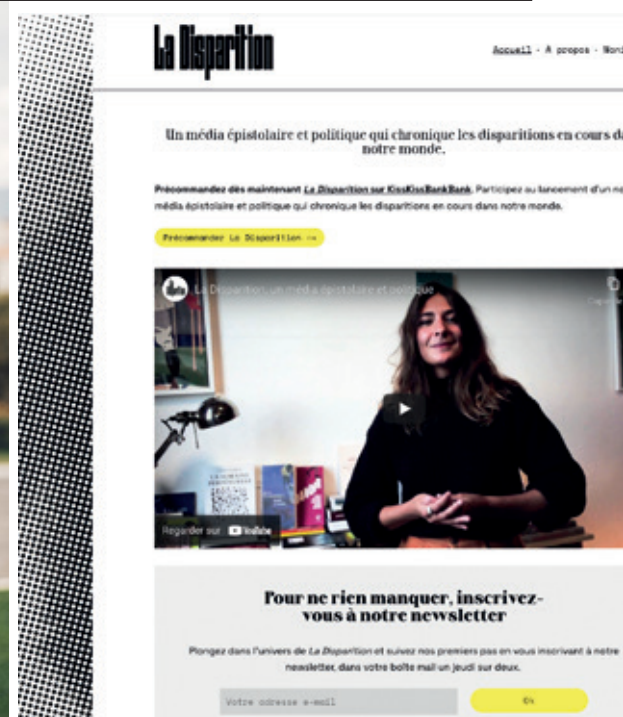
LES RÉSEAUX SOCIAUX POUR RESTER PROCHE DES LECTEURS ?

Bien avant l'arrivée de Facebook ou de Twitter, les lecteurs de *L'Humanité* avaient leurs réseaux sociaux. En compagnie des *Amis de L'Humanité* et de la *Société des lecteurs de L'Humanité*, ils peuvent échanger avec la rédaction. La Fête de l'Huma permet aussi ce genre de discussions. Alors, qu'apportent les réseaux sociaux à la rédaction de *L'Humanité* ? Pas grand-chose de plus, d'autant que sous les articles de *L'Humanité* dimanche, l'adresse mail du rédacteur est précisée. « *On reçoit beaucoup de mails, explique Caroline Constant. Récemment, une dame m'a écrit pour me dire que nous en faisons beaucoup trop sur les violences faites aux femmes. C'est intéressant, ça permet de débattre.* » Nul besoin de lever le pouce pour approuver !



3 questions à

François de Monès, cofondateur de *La Disparition*



C'est quoi, *La Disparition* ?

La Disparition est un média épistolaire et politique qui chronique les disparitions en cours dans notre monde. Tous les quinze jours, nos abonnés reçoivent une lettre, une vraie en papier, directement dans leur boîte aux lettres. À l'intérieur de l'enveloppe, un long texte qui raconte l'histoire d'une disparition comme si vous y étiez, signé par une ou un journaliste, une autrice, un auteur. Pas un média réac du genre « *c'était mieux avant* », mais des textes de fiction et de non-fiction pour inventorier ce qui disparaît et ainsi comprendre un peu mieux le monde futur qui se dessine. Mais aussi une carte postale pour illustrer le sujet, un nota bene pour ouvrir des pistes de réflexion, de la BD et des mots croisés.

Tu es jeune et tu crois au papier...

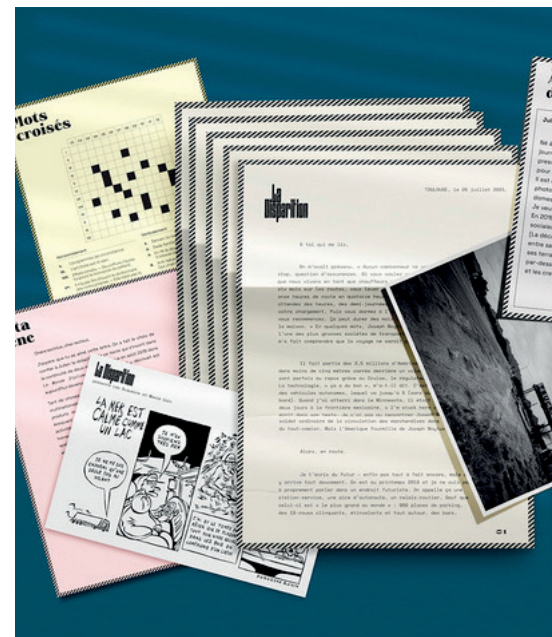
Il est illusoire de vouloir lutter contre le numérique dans la presse quotidienne ou d'actualité chaude. En revanche, je suis persuadé de l'importance de la presse papier pour véhiculer certains concepts originaux. Pour

| Le papier est un choix politique et éditorial en soi. |

La Disparition, il était impensable de parler de « disparition » sur internet alors que la presse papier est en train de disparaître. Le papier est un choix éditorial et politique en soi. Il faut assumer ce qu'il a de radicalement opposé au web : une beauté plastique, la possibilité de le conserver, une temporalité plus longue...

Avec quel état d'esprit es-tu ressorti de ce forum ?

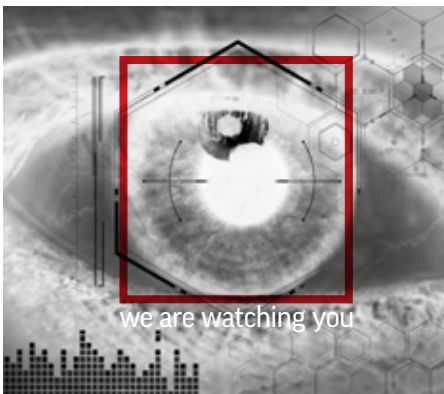
Le forum a permis des échanges passionnants, notamment sur la précarité chez les journalistes, situation que je vis depuis ma sortie d'école. Les débats ont parfaitement montré l'importance d'agir à tous les niveaux pour assainir les pratiques et permettre aux journalistes de faire correctement leur travail. ● Propos recueillis par AD



La Disparition :
<https://ladisparition.fr/>

Menaces sur l'investigation

Le journalisme d'enquête est bien vivant ! Pourtant, nos dirigeants font tout pour braconner dans cet espace indispensable à nos libertés publiques et démocratiques. Entre le secret-défense, le secret des affaires, et la chasse aux sources des journalistes, leur imagination semble sans borne. Heureusement, certains journalistes ne baissent pas leur stylo.



Dernier exemple en date : *Disclose* révèle, à coups de notes estampillées « secret-défense », comment la France, sous couvert de lutte contre le terrorisme, aurait aidé l'Égypte à se débarrasser de civils, le long de la frontière avec la Libye. En toile de fond, la vente d'avions Rafale. Quand cette enquête, fouillée, argumentée, et documentée est sortie, étrangement peu de reprises médiatiques, à part dans *le Monde*. Les politiques, pourtant si prompts à se lancer sur le moindre dossier, ne se sentent même pas concernés. Est-ce parce que cette histoire commence sous le quinquennat de François Hollande et continue sous Emmanuel Macron ?

« Il n'y a plus de pensée de l'État, s'insurge Jean-Pierre Canet, coauteur de cette enquête. C'est gravissime, c'est le cynisme de notre époque. Tout le monde se complaît dans la bêtise et la paresse ». Le journaliste, qui a cofondé aussi *Cash investigation* et a été rédacteur en chef d'*Envoyé spécial*, connaît bien son travail et sait pertinemment le retentissement que devrait provoquer ce type de révélations. Son but reste de donner aux citoyens un maximum de

clés de compréhension. Mais sans reprise médiatique, un coup d'épée dans l'eau...

« À quoi bon ? »

Cette léthargie journalistique agace aussi Denis Robert. Le fondateur de *Blast*, durant le forum du journalisme, expliquait ne pas comprendre pourquoi, après plus d'une quinzaine d'articles sur la guerre en Libye et l'influence du Qatar, pas ou peu de médias avaient repris ses infos. À croire qu'il est plus simple de dénoncer l'inintelligence d'Hanouna, ou de pérorer pendant des jours sur le doigt d'honneur d'un candidat fasciste. En revanche, quand notre république apparaît potentiellement complice d'un crime, cela semble ne pas émouvoir grand monde. Jean-Pierre lance un triste « à quoi bon ? ». Il y a de quoi devenir fataliste, et penser à poser le stylo pour épouser une vie moins stressante. Sans la crainte d'une perquisition de son bureau ou de son domicile.

« Une dérive réelle dans le fonctionnement de l'État »

Les révélations de *Disclose* ont quand même eu un écho : le ministère de la Défense a ouvert une enquête pour atteinte au secret-défense ! Le parquet de Paris lui aussi a semble-t-il ouvert une enquête qu'il aurait confiée à la DGSI (Direction générale de la sécurité intérieure), mais, à l'heure où nous écrivons ces lignes, nous n'avons eu aucun retour de sa part. Jean-Pierre Canet connaît la musique : « *La chasse aux sources commence. Rien de nouveau sous le soleil !* » Une routine à laquelle il reste difficile de s'habituer. Dès 2019, plusieurs médias comme *Disclose* (déjà) ou la cellule investigation de Radio France avaient reçu une convocation de la DGSI. Ils étaient repartis avec un rappel à la loi, après des révélations sur la vente d'armes par la France au Yémen. « *Il existe une dérive réelle dans le fonctionnement de l'État français* » insiste le journaliste. Un phénomène récurrent depuis les attentats de 2001. « *Bien sûr qu'il faut lutter contre le terrorisme. bien sûr que le secret défense pour un Etat est légitime, mais il ne l'est plus quand il est trop large* reconnaît Jean-Pierre Canet, *mais des docs sont classés sans raison. C'est la boîte noire de notre démocratie* ». Ce n'est pas une formule toute faite pour garantir un bel effet de manche. Ainsi,

de nombreuses affaires sont couvertes par le secret-défense. La liste est longue mais on peut citer par exemple le dossier du juge Borrel, retrouvé mort à Djibouti. L'affaire Boulin, ministre du Travail, noyé dans une flaque d'eau... Ou encore la mort de Ghislaine Dupont et Claude Verlon, nos deux confrères de RFI, au Mali en 2013. Etc. Bref, le secret-défense a les épaules larges. À tel point que cet été, est passée, discrètement, une loi refermant les archives du secret-défense au-delà des cinquante années. Ou plus exactement, leur ouverture ne sera plus automatique. « *Cela concerne les historiens, les sociologues, et les journalistes* » explique Jean-Pierre Canet. Quand Zemmour enchaîne les inepties historiques, notamment sur la guerre d'Algérie, fonder sa réponse sur des documents des archives stoppe le débat. Mais aujourd'hui ce n'est plus possible.

Contre vents et marées

Autre obstacle juridique dans les enquêtes : le secret des affaires. Il fonctionne sur la même logique que le secret-défense, mais concerne les entreprises. Dès qu'un journaliste s'intéresse de trop près à l'arrière-cuisine d'une société, le « secret des affaires » est brandi. Entraînant, quasiment automatiquement, une condamnation du média. Le magazine *Challenges*, que l'on ne peut pas accuser de proximité avec les syndicats ou les salariés, en a fait les frais dès 2018. Après un article expliquant les difficultés de Conforama, la chaîne de magasins attaque *Challenges* et obtient de la justice le retrait de l'article et une amende de 10 000 euros. Pourquoi ? La révélation de ce secret des affaires pouvait déstabiliser le groupe. De ce fait, pour la justice, les journalistes ne sont que de vulgaires espions économiques. Et tant pis si la presse peut aussi avertir les salariés comme les clients !

Heureusement, les enquêtes arrivent encore à sortir. Malgré les risques et les difficultés à trouver des supports préférant garder leurs valeurs plutôt que de rejoindre le troupeau. Même si Jean-Pierre Canet, Denis Robert, et tant d'autres peuvent se sentir désabusés par moments, la curiosité reste inscrite dans leur ADN. L'envie de savoir pour dénoncer reste plus forte. Le désir de ne jamais se résigner devant une société n'arrivant plus à se trouver. ● JD

Ensemble, défendons la presse

Pour ce premier forum sur le journalisme, chaque table ronde aurait nécessité deux jours de débats. Nous avons tellement de choses à creuser et à partager ! Nous sommes très satisfaits d'avoir pu organiser ce forum, dont la réussite doit beaucoup à celles et ceux qui l'ont préparé, le collectif de journalistes au sein de la FILPAC.

Nos invités, tout au long de cette journée, étaient passionnés et passionnants. Plusieurs pistes de travail s'ouvrent maintenant devant nous, pour notre activité syndicale. D'abord, sortir de notre confort, et apprendre à nous positionner comme lanceurs d'alerte, rendre publique la chose sociale et dénoncer tout ce qui se passe dans le monde du travail aujourd'hui. Nos communications sont encore trop confidentielles. Nous nous adressons avant tout aux travailleurs, ce qui est normal, mais nous devons parler à tous les citoyens.

Faire converger les forces

En ce qui concerne la Filpac, ce forum nous incite à poursuivre le travail au sein du collectif de journalistes. Nous devons l'amplifier. Tout au long de cette journée, beaucoup de confrères de la presse régionale se sont déplacés ou nous ont accompagnés en visio : des camarades de *Nice-Matin*, de *la Provence*, de *la Marseillaise*, de *Sud-Ouest*, de *l'Est Républicain*, du *Progrès*, de la PHR, de la presse spécialisée comme *Que choisir*, etc. Aujourd'hui, la question de l'information, du statut des journalistes et de leur travail, nécessite que la CGT dans son ensemble, c'est-à-dire le SNJ-CGT, la FILPAC, la fédération du spectacle et de la culture, fassent converger leurs forces pour être représentatifs et défendre ce métier. Jean-Marie Charon nous a rappelé que 40 % des jeunes quittent la profession avant sept ans, parce qu'ils ne se retrouvent pas dans ce métier, tel qu'ils l'avaient imaginé. S'ils consacrent tant d'énergie à leur formation, c'est bien parce qu'ils aspirent à travailler comme les journalistes invités à notre troisième table ronde, Denis Robert ou Pierre France...

Ils veulent se sentir utiles pour la société et les citoyens. Malheureusement, leurs publications les réduisent à un rôle de soutiers, cantonnés à réécrire des brèves. Ils deviennent alors les

nouveaux manœuvres de la presse. Quelle déception ! Leurs rêves, leurs espoirs, leur énergie, se brisent contre le diktat des cost-killers à la tête de ces titres.

La presse a un avenir !

Fatalement, ces journalistes partent. Le nombre de cartes de presse chute de plus de 10 % depuis plusieurs années, et

| Nous nous adressons avant tout aux travailleurs, ce qui est normal, mais nous devons parler à tous les citoyens. |

cela ne signifie nullement une marque de désintérêt pour la profession. Il va donc falloir nous battre pour que la mission des journalistes puisse être remplie. Il faudra aussi nous opposer à ces contrôleurs de gestion qui asphyxient l'information. Ils entravent la liberté d'expression et d'information dans les colonnes des journaux. Il s'agit pour nous d'un combat syndical majeur. Notre fédération doit intégrer dans sa réflexion revendicative, tout le corpus de ce que représente aujourd'hui une entreprise de presse. Avec, au premier chef, la rédaction. La presse régionale, comme les autres formes de presse, a un avenir, à condition de changer aujourd'hui les modèles de gestion et les modèles économiques. C'est une tâche revendicative et syndicale que nous allons mener ensemble. Le libre accès à l'information pour les citoyens est un combat noble et nécessaire. Redonnons à la presse et aux journalistes le droit à la dignité dans le travail. ● PL







POLLUTION POLLUTION SOLUTION



Pour affronter les défis écologiques, il ne suffit plus de s'adapter.
Changement climatique, effondrement de la biodiversité,
pollutions multiples, raréfaction des ressources :
nos sociétés ont besoin de solutions qui changent radicalement la donne,
comme transformer tous nos déchets en ressources.

La transformation écologique, c'est notre raison d'être.

Plus d'informations sur [veolia.com/transfo-eco](https://www.veolia.com/transfo-eco)

Ressourcer le monde





PROFESSIONNELS DE LA PRESSE, nous protégeons vos talents.

Audiens est le partenaire au quotidien de tous les professionnels de la culture et de la création. Sa vocation : protéger les personnes tout au long de la vie, faciliter le quotidien, offrir des solutions innovantes, adaptées aux métiers et spécificités des professions.

- Retraite complémentaire Agirc-Arrco
- Assurance de personnes
- Congés spectacles
- Accompagnement solidaire et social
- Autres services aux professions

www.audiens.org



AUDIENS



Fédération des travailleurs
des industries du Livre,
du Papier et de la Communication CGT



CONGRÈS

www.filpac-cgt.fr



filpac cgt

Solidaires et acteurs de

POUR UN
SYNDICALISME
DE CONQUÊTES
SOCIALES

notre avenir



Île de Ré
8 avril 2022